



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Unité territoriale Tarn-Aveyron

**Arrêté préfectoral du 30 OCT. 2017**  
**de mise en demeure concernant la carrière de granite exploitée**  
**par la SARL Ricard Granits**  
**située au lieu dit "Le Roubi" sur la commune de Burlats**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.516-1, R516-1 et R 516-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remis en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHIARO, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015, autorisant pour une durée de 30 ans le renouvellement de l'autorisation d'exploiter avec extension à la SARL Ricard Granits, sise "lieu-dit Le Roubi" - commune de Burlats- ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 octobre 2017 (direction régionale de l'environnement et de l'aménagement et du logement) ;
- Considérant que les garanties financières de cette exploitation ne sont pas constituées ;
- Considérant que pour les exploitations de carrière, la constitution des garanties financières est une obligation imposée par l'article L 516-1 du code de l'environnement

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

**arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** - La SARL RICARD Granits, dont le siège social est à *la Trivalle* – 81100 Burlats-, est tenue de constituer, sous **3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les garanties financières de la carrière de granite qu'elle exploite lieu-dit *Le Roubi* sur le territoire de la commune de BURLATS, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2015 susvisé.

Le montant des garanties financières est de 64 631 € pour la première phase de l'exploitation qui s'étend jusqu'au 17 novembre 2020.

**Article 2** -L'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L 171-8 ;

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL Ricard Granits, et dont une copie est déposée à la mairie de Burlats pour être communiquée sur place à toute personne qui en ferait la demande.

Albi, le 30 OCT. 2017

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Castres,

Jean-Yves CHIARO

Délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois suivant sa notification dans les conditions suivantes :

- recours gracieux auprès du Préfet du Tarn -81013 Albi cedex-
- recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la transition écologique et solidaire - 92055 Paris-La-Défense Cedex-
- recours contentieux auprès du tribunal administratif -68, rue Raymond IV -31068 Toulouse cedex